RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INPI
FRANCE

L'INPI a détecté des données personnelles dans ce document.
Un masquage de ces données a été réalisé

MISE A JOUR DES STATUTS

Du 28 Mai 2025

(suite à donation- partage)

1696
Société à Responsabilité Limitée
Capital social 1 988 000 €
Siège social : Château de Flaugergues 1744 Avenue Albert Einstein 34000 MONTPELLIER
Immatriculée au RCS de MONTPELLIER 790 504 112

[redacted]

LES SOUSSIGNES :

MONSIEUR HENRI DE COLBERT ET MADAME ISABELLE DE COLBERT
Né le [redacted]
Née le
Demeu [redacted]
Tous deux de nationalité [redacted]
[redacted] ensemble sous le régime de la séparation de biens suivant contrat de mariage reçu par Maître GANDOIS, notaire à SAINT LEONARD DE NOBLAT, le 30 juin 1967, préalablement à leur union célébrée en la mairie de SAINT LEONARD DE NOBLAT, le 1er juillet 1967

MADAME LOUISE DE COLBERT
Demeurant [redacted]
Née le [redacted] à [redacted]
[redacted] avec Monsieur Frédéric LE CORRE, suivant contrat de mariage reçu par Maître BITOUZE, notaire à RENNES, le 14 juin 1999 préalablement à leur union célébrée en la mairie de MONTPELLIER, le 2 juillet 1999

MONSIEUR ANTOINE DE COLBERT
[redacted] avec Madame Madalena BENAVENT, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de MONTPELLIER, le 3 novembre 2006

MADAME MARIE-AMELIE DE COLBERT
Demeurant [redacted]
Née le [redacted] à [redacted]
De nati [redacted]
[redacted]

MONSIEUR PIERRE DE COLBERT
[redacted] de LESTRADE, suivant contrat de mariage reçu par Maître CORMOULS, notaire à MAZAMET, le 11 octobre 1998 préalablement à leur union célébrée en la mairie de CAUCALIERES, le 24 octobre 1998

ONT DECIDE DE CONSTITUER ENTRE EUX UNE SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE ET ONT ADOPTE LES STATUTS ETABLIS CI-APRES :

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- La prise de participation par achat, souscription ou apport de titres et valeurs mobilières dans toutes entités juridiques ;

- La définition et la conduite de la politique du groupe et le contrôle des filiales ;
- La gestion de portefeuilles de valeurs mobilières, ainsi que la réalisation de toutes prestations de services dans les domaines administratifs, financiers, techniques, informatiques et commerciaux au profit de ses filiales et participations ;

- La réalisation de toutes opérations compatibles avec cet objet, s'y rapportant et contribuant à la réalisation ;

- La location de toutes sortes de biens mobiliers ;

- La société peut recourir en tous lieux à tous ces actes et opérations de quelque nature et importance qu'ils soient dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités visées ci-dessus ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires ;

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

1696

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

Château de Flaugergues
1744, Avenue Albert EINSTEIN
34000 MONTPELLIER

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale extraordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Le capital social est constitué par les apports suivants :

Apports en numéraire

Il est apporté en numéraire :

par Madame Louise de COLBERT, la somme de	200,00 euros
par Monsieur Henri de COLBERT, la somme de	600,00 euros
par Monsieur Antoine de COLBERT, la somme de	200,00 euros
par Madame Marie-Amélie de COLBERT, la somme de	200,00 euros
par Madame Isabelle de COLBERT, la somme de	600,00 euros
par Monsieur Pierre de COLBERT, la somme de	200,00 euros

Soit au total la somme de deux mille euros (2 000,00 €), déposée intégralement à un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque CRCAM Languedoc, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

Dispositions pour les apporteurs [redacted]

Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil,

Madame Madalena DE COLBERT, conjoint commun en biens de Monsieur Antoine de COLBERT, apporteur de deniers provenant de la communauté, soussigné, a été avertie, de l'apport envisagé et de la faculté de revendiquer la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites par son conjoint.

Madame Madalena DE COLBERT, conjoint de Monsieur Antoine de COLBERT intervient aux présentes et reconnaît avoir été régulièrement avertie et avoir reçu une information complète sur cet apport.

Madame Madalena DE COLBERT déclare renoncer définitivement à revendiquer la qualité d'associé, reconnaissant exclusivement cette qualité à son conjoint pour la totalité des parts sociales émises en représentation des apports effectués.

Apports en nature

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 31 décembre 2019, le capital social a été augmenté d'une somme de 1.986.000 € par apports en nature tels qu'ils sont décrits ci-dessous.

1. Apport des titres de la Société CDF

1.1. Désignation des apports

Les apporteurs procèdent aux apports suivants :

- ***Madame Isabelle, Marie, Brigitte de COLBERT** apporte à la Société, l'intégralité des 10 parts sociales qu'elle détient en pleine propriété de la Société CHATEAU DE FLAUGERGUES (ci-après désignée « **Société CDF** »), numérotées de 151 à 160,*

- ***Monsieur Henri de COLBERT** apporte à la Société l'intégralité des 10 parts sociales qu'il détient en pleine propriété de la Société CDF, numérotées de 1 à 10,*

- ***Monsieur Pierre de COLBERT** apporte à la Société l'intégralité des 180 parts sociales qu'il détient en pleine propriété numérotées 11 à 150 et 161 à 200 de la Société CDF.*

1.2. Evaluation des apports

10 parts sociales
Que Madame Isabelle, Marie, Brigitte de COLBERT
détient en pleine propriété dans le capital de la Société CDF
Moyennant la valeur par part de 750 €
Soit : ***7.500 €***

10 parts sociales
Que Monsieur Henri de COLBERT
détient en pleine propriété dans le capital de la Société CDF
Moyennant la valeur par part de 750 €
Soit : ***7.500 €***

180 parts sociales
Que Monsieur Pierre de COLBERT
détient en pleine propriété dans le capital de la Société CDF
Moyennant la valeur par part de 750 €
Soit : ***135.500 €***

TOTAL ***150.000 €***

La valeur totale des apports effectués par les apporteurs s'élève donc à la somme globale de CENT CINQUANTE MILLE EUROS (150 000,00 €).

Les associés déclarent qu'ils ont déterminé directement entre eux, sur la base d'une évaluation consensuelle de la Société faite hors la présence du rédacteur d'acte, la valeur des parts sociales de la Société CDF.

Les apports ci-dessus mentionnés au point 1 ont également fait l'objet d'une appréciation par la société LINK AUDIT, désignée en qualité de commissaire aux apports à l'unanimité des associés de la Société en date du 9 décembre 2019.

1.3. Rémunération des apports

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné au point 1, évalué à la somme de 150 000,00 euros, il est attribué aux apporteurs :

- ***A Madame Isabelle, Marie, Brigitte de COLBERT*** *en rémunération de son apport à la Société de 10 parts sociales en pleine propriété de la Société CDF, numérotées de 151 à 160, lesquelles sont valorisées 7 500,00 euros soit 750,00 euros par titre, lui seront attribuées* ***750 parts sociales nouvelles en pleine propriété*** *d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune à créer par la Société ;*

- ***A Monsieur Henri de COLBERT*** *en rémunération de son apport à la Société de 10 parts sociales en pleine propriété de la Société CDF, numérotées de 1 à 10, lesquelles sont valorisées 7 500,00 euros soit 750,00 euros par titre, lui sont attribuées* ***750 parts sociales nouvelles en pleine propriété*** *d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune à créer par la Société ;*

- ***A Monsieur Pierre de COLBERT*** *en rémunération de son apport à la Société de 180 parts sociales en pleine propriété de la Société CDF, numérotées 11 à 150 et 161 à 200, lesquelles sont valorisées 135 000,00 euros soit 750,00 euros par titre, lui sont attribuées* ***13 500 parts sociales nouvelles en pleine propriété*** *d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune à créer par la Société.*

2. Apport des titres de la Société BDF

2.2. Désignation des apports

Les apporteurs procèdent aux apports suivants :

*La pleine propriété de 12 titres qu'ils détiennent dans le capital de la Société LE BATI DE FLAUGERGUES (ci-après désignée « **Société BDF** »), moyennant une valeur unitaire de TROIS CENTS EUROS (300,00 €), soit la somme globale de TROIS MILLE SIX CENTS EUROS (3 600,00 €) et ce, de la manière suivante :*

- ***Madame Isabelle, Marie, Brigitte de COLBERT** apporte à la Société, l'intégralité des 4 parts sociales qu'elle détient en pleine propriété de la Société BDF, numérotées de 6 113 à 6 116 ;*

- ***Madame Louise de COLBERT** apporte à la Société, l'unique part sociale qu'elle détient en pleine propriété de la Société BDF, numérotée de 6 118 ;*

- ***Madame Marie-Amélie de COLBERT** apporte à la Société, l'unique part sociale qu'elle détient en pleine propriété de la Société BDF, numérotée de 6 117 ;*

- ***Monsieur Antoine de COLBERT** apporte à la Société, l'unique part sociale qu'il détient en pleine propriété de la Société BDF, numérotée de 6 120 ;*

- ***Monsieur Henri de COLBERT** apporte à la Société, l'intégralité des 4 parts sociales qu'il détient en pleine propriété de la Société BDF, numérotées de 1 à 4 ;*

- ***Monsieur Pierre de COLBERT** apporte à la Société, l'unique part sociale qu'il détient en pleine propriété de la Société BDF, numérotée de 6 119 ;*

Monsieur Henri de COLBERT et Madame Louise de COLBERT** apportent à la Société l'usufruit et la nue-propriété qu'ils détiennent respectivement sur les 1 527 parts sociales numérotées de 1 532 à 3 508 de la Société BDF, **étant précisé que Monsieur Henri de COLBERT et Madame Louise de COLBERT déclarent expressément réaliser un apport conjoint (et non constitutif d'un remembrement) de l'usufruit et de la nue-propriété attachés aux 1 527 titres de la Société BDF susmentionnés, auquel s'applique la clause de report du démembrement par l'effet du mécanisme de subrogation réelle conventionnelle énoncé dans le contrat d'apport.

Monsieur Henri de COLBERT et Madame Marie-Amélie de COLBERT** apportent à la Société l'usufruit et la nue-propriété qu'ils détiennent respectivement sur les 1 527 parts sociales numérotées de 5 à 1 531 de la Société BDF, **étant précisé que Monsieur Henri de COLBERT et Madame Marie-Amélie de COLBERT déclarent expressément réaliser un apport conjoint (et non constitutif d'un remembrement) de l'usufruit et de la nue-propriété attachés aux 1 527 titres de la Société BDF susmentionnés, auquel s'applique la clause de report du démembrement par l'effet du mécanisme de subrogation réelle conventionnelle énoncé dans le contrat d'apport.

Monsieur Henri de COLBERT et Monsieur Antoine de COLBERT *apportent à la Société l'usufruit et la nue-propriété qu'ils détiennent respectivement sur les mêmes 1 527 parts sociales numérotées de 4 586 à 6 112 de la Société BDF,* ***étant précisé que Monsieur Henri de COLBERT et Monsieur Antoine de COLBERT déclarent expressément réaliser un apport conjoint (et non constitutif d'un remembrement) de l'usufruit et de la nue-propriété attachés aux 1 527 titres de la Société BDF susmentionnés, auquel s'applique la clause de report du démembrement par l'effet du mécanisme de subrogation réelle conventionnelle énoncé dans le contrat d'apport.***

Monsieur Henri de COLBERT et Monsieur Pierre de COLBERT *apportent à la Société l'usufruit et la nue-propriété qu'ils détiennent respectivement sur les mêmes 1 527 parts sociales numérotées de 3 059 à 4 585 de la Société BDF,* ***étant précisé que Monsieur Henri de COLBERT et Monsieur Pierre de COLBERT déclarent expressément réaliser un apport conjoint (et non constitutif d'un remembrement) de l'usufruit et de la nue-propriété attachés aux 1 527 titres de la Société BDF susmentionnés, auquel s'applique la clause de report du démembrement par l'effet du mécanisme de subrogation réelle conventionnelle énoncé dans le contrat d'apport.***

2.3. Evaluation des apports

4 parts sociales
Que Madame Isabelle, Marie, Brigitte de COLBERT
détient en pleine propriété dans le capital de la Société BDF
Moyennant la valeur par part de 300 €
Soit : ***1 200 €***

1 part sociale
Que Madame Louise de COLBERT
détient en pleine propriété dans le capital de la Société BDF
Moyennant la valeur par part de 300 €
Soit : ***300 €***

1 part sociale
Que Madame Marie-Amélie de COLBERT
détient en pleine propriété dans le capital de la Société BDF
Moyennant la valeur par part de 300 €
Soit : ***300 €***

1 part sociale
Que Monsieur Antoine de COLBERT
détient en pleine propriété dans le capital de la Société BDF
Moyennant la valeur par part de 300 €
Soit : ***300 €***

1 part sociale
Que Monsieur Pierre de COLBERT
détient en pleine propriété dans le capital de la Société BDF
Moyennant la valeur par part de 300 €
Soit : ***300 €***

4 parts sociales
Que Monsieur Henri de COLBERT
détient en pleine propriété dans le capital de la Société BDF
Moyennant la valeur par part de 300 €
Soit : ***1 200 €***

1.527 parts sociales
Que Monsieur Henri de COLBERT
étient en usufruit dans le capital de la Société BDF
Que Madame Louise de COLBERT
détient en nue-propriété dans le capital de la Société BDF
Moyennant la valeur par part de 300 €
Soit : ***458 100 €***

1.527 parts sociales
Que Monsieur Henri de COLBERT
détient en usufruit dans le capital de la Société BDF
Que Madame Marie-Amélie de COLBERT
détient en nue-propriété dans le capital de la Société BDF
Moyennant la valeur par part de 300 €
Soit : ***458 100 €***

1.527 parts sociales
Que Monsieur Henri de COLBERT
détient en usufruit dans le capital de la Société BDF
Que Monsieur Antoine de COLBERT
détient en nue-propriété dans le capital de la Société BDF
Moyennant la valeur par part de 300 €
Soit : ***458 500 €***

1.527 parts sociales
Que Monsieur Henri de COLBERT
détient en usufruit dans le capital de la Société BDF
Que Monsieur Pierre de COLBERT
détient en nue-propriété dans le capital de la Société BDF
Moyennant la valeur par part de 300 €
Soit : ***458 500 €***

TOTAL ***1 836 000 €***

La valeur totale des apports effectués par les apporteurs s'élève donc à la somme de 1.836.000 €.

Les associés déclarent qu'ils ont déterminé directement entre eux, sur la base d'une évaluation consensuelle de la Société BDF faite hors la présence du rédacteur d'acte, la valeur des parts sociales de la Société BDF.

Les apports mentionnés au présent point 2 ont également fait l'objet d'une appréciation par la société LINK AUDIT, désignée en qualité de commissaire aux apports à l'unanimité des associés de la Société en date du 9 décembre 2019.

2.4. Rémunération des apports

2.4.1. CLAUSE DE REPORT DE DEMEMBREMENT PAR SUBROGATION REELLE CONVENTIONNELLE

Les associés constatent que 6 108 parts sociales de la Société BDF sont démembrées et que :

- *Monsieur Henri de COLBERT est notamment propriétaire de* ***6.108 parts sociales en usufruit*** *dans le capital de la Société BDF, pour les avoir reçues en contrepartie d'un apport en nature de deux biens immobiliers, à savoir :*

➢ *Un corps de bâtiment comprenant une cave, un ensemble de bureaux, logements, caveau garage, débarras, un ensemble de 3 salles de réception et débarras, une ancienne* [redacted] *pour une superficie de 2.211 m² ;*

➢ *Un terrain à usage de parking, situé à* [redacted] *pour une superficie de 3.740 m² ;*

étant précisé que lesdites parts sociales reçues lors de l'apport l'ont été en pleine propriété à hauteur de 6.108 parts, lesdites parts ayant été démembrées aux termes d'un acte notarié de donation-partage en date du 22 avril 2010 reçu par Me François GRANIER, Notaire à MONTPELLIER ;

- *Madame Louise de COLBERT est propriétaire de* ***la nue-propriété desdites parts sociales à hauteur de 1.527 parts sociales*** *de la Société BDF, pour les avoir reçues de Monsieur Henri de COLBERT aux termes de l'acte notarié de donation-partage en date du 22 avril 2010 susvisé ;*

- *Madame Marie-Amélie de COLBERT est propriétaire de* ***la nue-propriété desdites parts sociales à hauteur de 1.527 parts sociales*** *de la Société BDF, pour les avoir reçues de Monsieur Henri de COLBERT aux termes de l'acte notarié de donation-partage en date du 22 avril 2010 susvisé ;*

- *Monsieur Antoine de COLBERT est propriétaire de* ***la nue-propriété desdites parts sociales à hauteur de 1.527 parts sociales*** *de la Société BDF, pour les avoir reçues de Monsieur Henri de COLBERT aux termes de l'acte notarié de donation-partage en date du 22 avril 2010 susvisé ;*

- *Monsieur Pierre de COLBERT est propriétaire de* ***la nue-propriété desdites parts sociales à hauteur de 1.527 parts sociales*** *de la Société BDF, pour les avoir reçues de Monsieur Henri de COLBERT aux termes de l'acte notarié de donation-partage en date du 22 avril 2010 susvisé.*

Par les présentes, Madame Louise de COLBERT, Madame Marie-Amélie de COLBERT, Monsieur Antoine de COLBERT, Monsieur Henri de COLBERT et Monsieur Pierre de COLBERT s'engagent à apporter conjointement (sans remembrement) lesdites 6 108 parts sociales de la Société BDF à la Société, qui le reconnaît et l'accepte expressément.

Eu égard à l'origine de propriété des 6.108 parts sociales apportées de la Société BDF ainsi qu'à l'engagement d'apporter conjointement l'usufruit et la nue-propriété des 6 108 parts sociales de la Société BDF susvisées à la Société :

- ***Monsieur Henri de COLBERT ainsi que Madame Louise de COLBERT recevront en rémunération de cet apport 45.810 parts sociales de la Société sur lesquelles le démembrement sera reporté, par l'application du mécanisme de subrogation réelle, dont les Parties entendent expressément et conventionnellement se prévaloir, de sorte que ces parts sociales seront détenues par Monsieur Henri de COLBERT en usufruit et par Madame Louise de COLBERT en nue-propriété ;***

- ***Monsieur Henri de COLBERT ainsi que Madame Marie-Amélie de COLBERT recevront en rémunération de cet apport 45.810 parts sociales de la Société sur lesquelles le démembrement sera reporté, par l'application du mécanisme de subrogation réelle, dont les Parties entendent expressément et conventionnellement se prévaloir, de sorte que ces parts sociales seront détenues par Monsieur Henri de COLBERT en usufruit et par Madame Marie-Amélie de COLBERT en nue-propriété ;***

- ***Monsieur Henri de COLBERT ainsi que Monsieur Antoine de COLBERT recevront en rémunération de cet apport 45.810 parts sociales de la Société sur lesquelles le démembrement sera reporté, par l'application du mécanisme de subrogation réelle, dont les Parties entendent expressément et conventionnellement se prévaloir, de sorte que ces parts sociales seront détenues par Monsieur Henri de COLBERT en usufruit et par Monsieur Antoine de COLBERT en nue-propriété ;***

- ***Monsieur Henri de COLBERT ainsi que Monsieur Pierre de COLBERT recevront en rémunération de cet apport 45.810 parts sociales de la Société sur lesquelles le démembrement sera reporté, par l'application du mécanisme de subrogation réelle, dont les Parties entendent expressément et conventionnellement se prévaloir, de sorte que ces parts sociales seront détenues par Monsieur Henri de COLBERT en usufruit et par Monsieur Pierre de COLBERT en nue-propriété ;***

L'ensemble des soussignés consentent expressément au report du démembrement sur les titres rémunérant les Apports BDF susvisés.

2.4.2. REMUNERATION DES APPORTS

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné au point 2, évalué à la somme de 1 836 000,00 euros, il est attribué aux apporteurs :

- ***A Madame Isabelle, Marie, Brigitte de COLBERT** en rémunération de son apport à la Société de 4 parts sociales en pleine propriété numérotées 6 113 à 6 116 de la Société BDF, valorisées 1 200,00 euros, soit 300,00 euros par titre, lui seront attribuées **120 parts sociales nouvelles en pleine propriété** d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune à créer par la Société ;*

- ***A Monsieur Henri de COLBERT** en rémunération de son apport à la Société de :*

  - *4 parts sociales en pleine propriété numérotées 1 à 4 de la Société BDF, lui seront attribuées **120 parts sociales nouvelles en pleine propriété** d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune à créer par la Société ;*

  - *6 108 parts sociales en usufruit numérotées de 5 à 6 112 de la Société BDF, lui seront attribuées **183 240 parts sociales nouvelles en usufruit** d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune à créer par la Société ;*

- ***A Madame Louise de COLBERT*** *en rémunération de son apport à la Société de :*

o *1 part sociale en pleine propriété de la Société BDF, numérotée 6 118, lui seront attribuées* ***30 parts sociales nouvelles en pleine propriété*** *d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune à créer par la Société ;*

o *1 527 parts sociales en nue-propriété numérotées de 1 532 à 3 058 de la Société BDF, lui seront attribuées* ***45 810 parts sociales nouvelles en nue-propriété*** *d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune à créer par la Société ;*

- ***A Madame Marie-Amélie de COLBERT*** *en rémunération de son apport à la Société de :*

o *1 part sociale en pleine propriété de la Société BDF, numérotée 6 117, lui seront attribuées* ***30 parts sociales nouvelles en pleine propriété*** *d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune à créer par la Société ;*

o *1 527 parts sociales en nue-propriété numérotées de 5 à 1 531 de la Société BDF, lui seront attribuées* ***45 810 parts sociales nouvelles en nue-propriété*** *d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune à créer par la Société ;*

- ***A Monsieur Antoine de COLBERT*** *en rémunération de son apport à la Société de :*

o *1 part sociale en pleine propriété de la Société BDF, numérotée 6 120, lui seront attribuées* ***30 parts sociales nouvelles en pleine propriété*** *d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune à créer par la Société ;*

o *1 527 parts sociales en nue-propriété numérotées de 4 586 à 6 112 de la Société BDF, lui seront attribuées* ***45 810 parts sociales nouvelles en nue-propriété*** *d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune à créer par la Société ;*

- ***A Monsieur Pierre de COLBERT*** *en rémunération de son apport à la Société de :*

o *1 part sociale en pleine propriété de la Société BDF, numérotée 6 119, lui seront attribuées* ***30 parts sociales nouvelles en pleine propriété*** *d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune à créer par la Société ;*

o *1 527 parts sociales en nue-propriété numérotées de 3 059 à 4 585 de la Société BDF, lui seront attribuées* ***45 810 parts sociales nouvelles en nue-propriété*** *d'une valeur nominale de 10,00 euros chacune à créer par la Société.*

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **UN MILLION NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE EUROS (1 988 000,00 €).**

Il est divisé en 198 800 parts sociales de 10 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

	Pleine propriété	Usufruit	Nue-propriété
A Madame Louise de COLBERT A concurrence de 50 parts sociales en pleine propriété, Numérotées 1 à 20 et 1 071 à 1100, Et 145 810 parts sociales en nue-propriété, Numérotées 15 561 à 61 370	50		45 810
A Monsieur Henri de COLBERT A concurrence de 930 parts sociales en pleine propriété, Numérotées 21 à 80 et 1 161 à 2 030, Et 183 240 parts sociales en usufruit, Numérotées 15 561 à 198 800	930	183 240	
A Monsieur Antoine de COLBERT A concurrence de 50 parts sociales en pleine propriété, Numérotées 81 à 100 et 1 131 à 1 160, Et 45 810 parts sociales en nue-propriété, Numérotées 107 181 à 152 990	50		45 810
A Madame Marie-Amélie de COLBERT A concurrence de 50 parts sociales en pleine propriété, Numérotées 101 à 120 et 1 101 à 1 130, Et 45 810 parts sociales en nue-propriété, Numérotées 61 370 à 107 180	50		45 810
A Madame Isabelle de COLBERT A concurrence de 930 parts sociales en pleine propriété, Numérotées 121 à 180 et 201 à 1 070	930		
A Monsieur Pierre de COLBERT A concurrence de 13 550 parts sociales en pleine propriété, Numérotées 181 à 200 et 2 031 à 15 560, Et 45 810 parts sociales en nue-propriété, Numérotées 152 991 à 198 800	13 550		45 810
Total égal au nombre de parts composant le capital social :			**198 800 parts**

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et qu'elles sont toutes souscrites et libérées comme indiqué ci-dessus.

Par suite d'un acte de donation-partage reçu par Maitre Isabelle PERREIN, Notaire à MONTPELLIER en date du 27 Mai 2025, les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

A Madame Louise de COLBERT
A concurrence de 50 parts sociales en pleine propriété,
Numérotées 1 à 20 et 1 071 à 1 100,

A concurrence de 45 810 parts sociales en nue-propriété,
Numérotées 15 561 à 61 370

A concurrence de 310 parts sociales en nue-propriété
Numérotées 21 à 80 et 1 161 à 1 410

A Monsieur Henri de COLBERT
A concurrence de 930 parts sociales en usufruit,
Numérotées 21 à 80 et 1 161 à 2 030,

Et 183 240 parts sociales en usufruit,
Numérotées 15 561 à 198 800

A Monsieur Antoine de COLBERT
A concurrence de 50 parts sociales en pleine propriété,
Numérotées 81 à 100 et 1 131 à 1 160,

A concurrence de 45 810 parts sociales en nue-propriété,
Numérotées 107 181 à 152 990

A concurrence de 310 parts sociales en nue-propriété
Numérotées 1 721 à 2 030

A Madame Marie-Amélie de COLBERT
A concurrence de 50 parts sociales en pleine propriété,
Numérotées 101 à 120 et 1 101 à 1 130,

A concurrence de 45 810 parts sociales en nue-propriété,
Numérotées 61 370 à 107 180

A concurrence de 310 parts sociales en nue-propriété,
Numérotées 1 412 à 1 720

A Madame Isabelle de COLBERT
A concurrence de 930 parts sociales en pleine propriété,
Numérotées 121 à 180 et 201 à 1 070

A Monsieur Pierre de COLBERT
A concurrence de 13 550 parts sociales en pleine propriété,
Numérotées 181 à 200 et 2 031 à 15 560,

A concurrence de 45 810 parts sociales en nue-propriété,
Numérotées 152 991 à 198 800 »

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

10.1. AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

10.1.1. - Dispositions générales

Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois au moyen d'apports en numéraire par versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, ou en nature ou encore par capitalisation de tout ou partie des primes, bénéfices et réserves de la société. Aucune augmentation de capital en numéraire ne peut être réalisée tant que le capital n'est pas entièrement libéré.

En cas de souscription de parts sociales au moyen de biens ou de fonds communs, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui souscrit.

Dès lors que le conjoint du souscripteur aura notifié à la Société son intention d'être personnellement associé, cette qualité lui sera également reconnue pour la moitié des parts souscrites. Si cette notification a lieu lors de la souscription à l'augmentation de capital, l'agrément de l'associé vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à la souscription à l'augmentation de capital, l'agrément du conjoint par les autres associés est soumis aux dispositions de l'article "Cession - transmission - location des parts sociales". L'époux associé ne participe alors pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. Si le conjoint n'est pas agréé, l'époux demeure associé pour la totalité des parts souscrites.

Par décision prise en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, de nouvelles parts d'industrie peuvent être créées au cours de la vie sociale en vue de leur attribution gratuite à un ou plusieurs nouveaux associés afin de rémunérer leurs connaissances techniques et professionnelles, leur travail et leur savoir-faire.

10.1.2. - Augmentation de capital en numéraire

En cas d'augmentation du capital en numéraire, l'assemblée qui décide d'une telle opération peut instituer pour sa réalisation un droit préférentiel de souscription réservé aux associés existants. Elle en détermine les modalités d'exercice.

En tout état de cause, les parts nouvelles ne peuvent être attribuées qu'aux associés ou aux personnes agréées aux conditions fixées à l'article "Cession - transmission - location des parts sociales".

Les parts nouvelles doivent être entièrement libérées. Les fonds affectés à la libération des parts doivent être déposés dans les huit jours de leur réception à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire ou dans une banque. Le retrait de ces fonds ne peut être opéré par le mandataire de la Société que postérieurement à l'assemblée générale constatant la réalisation de l'augmentation du capital et qu'après l'établissement du certificat du dépositaire. Mention de la libération des parts et du dépôt des fonds doit être portée dans les statuts.

Si l'augmentation de capital n'est pas réalisée dans le délai de six mois à compter du premier dépôt de fonds, les souscripteurs peuvent, soit individuellement, soit par mandataire les représentant collectivement, demander au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant sur requête, l'autorisation de retirer le montant de leurs souscriptions.

Si la libération se fait par compensation de créances sur la Société, les créances font l'objet d'un arrêté de compte établi par la gérance et certifié exact par le(s) Commissaire(s) aux Comptes, s'il en existe et, dans le cas où la Société n'en est pas dotée, par un expert comptable.

10.1.3. - Augmentation de capital par apport en nature

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

10.2. REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut également être réduit, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment par voie de remboursement ou de rachat des parts, par réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale.

En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés. Si la Société est pourvue d'un (de) Commissaire(s) aux Comptes, le projet de réduction du capital lui (leur) est communiqué quarante-cinq jours au moins avant la date de la décision des associés appelés à statuer sur ce projet. Il(s) fait (font) connaître aux associés son (leur) appréciation sur les causes et conditions de la réduction.

En cas de décision de réduction du capital non motivée par des pertes, les créanciers de la société dont la créance est antérieure à la date de dépôt au greffe du Tribunal de commerce du procès-verbal constatant cette décision, peuvent former opposition à la réduction dans le délai d'un mois à compter de la date du dépôt. L'opposition est signifiée à la Société par acte d'huissier et portée devant le Tribunal de commerce. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Les opérations de réduction ne peuvent commencer pendant le délai d'opposition.

Lorsque par la décision de réduction du capital non motivée par des pertes, la gérance a été autorisée à acheter un nombre déterminé de parts sociales pour les annuler, cette acquisition

doit être réalisée dans le délai de trois mois à compter de l'expiration du délai d'opposition ci-dessus précisé en faveur des créanciers. Cet achat emporte annulation desdites parts.

10.3. ROMPUS

Lors de toute augmentation ou réduction du capital social, les associés doivent, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour supprimer les rompus et permettre ainsi l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 11 - EMISSION D'OBLIGATIONS

Si la Société est tenue, en vertu des dispositions légales, d'avoir un Commissaire aux Comptes et que les comptes des trois derniers exercices de douze mois ont été régulièrement approuvés par les associés, elle peut, conformément à l'article L. 223-11 du Code de commerce, émettre des obligations nominatives à condition de ne pas procéder à une offre au public de ces obligations. Ce sont des titres négociables qui, dans une même émission, confèrent les mêmes droits de créance pour une même valeur nominale.

L'émission d'obligations nominatives est décidée par l'assemblée générale des associés, dans les conditions de majorité requises pour les décisions ordinaires.

Lors de chaque émission d'obligations, la Société doit mettre à la disposition des souscripteurs une notice relative aux conditions de l'émission et un document d'information, conformes aux dispositions des articles R. 223-7 et R. 223-9 du Code de commerce.

Le prix d'émission est payable en totalité à la souscription, en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, dans les conditions déterminées par l'assemblée générale des associés.

Les droits des titulaires sont représentés par une inscription en compte dans les registres de la Société.

Les obligataires sont groupés, dans les conditions fixées par la loi, en une masse jouissant de la personnalité morale. A l'issue de la souscription, ils se réuniront en assemblée générale distincte de celle des associés de la Société, à la diligence de la gérance, aux fins de désigner, dans le respect des règles fixées par les articles L. 228-48 et L. 228-49 du Code de commerce, leurs représentants qui ne pourront en aucun cas excéder trois. En cas d'urgence, les représentants de la masse peuvent être désignés par décision de justice à la demande de tout intéressé.

ARTICLE 12 - SOUSCRIPTION, LIBERATION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés. Elles sont intégralement libérées lorsqu'elles représentent des apports en nature. Les parts représentant des apports en numéraire sont libérées d'au moins un cinquième de leur montant. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision de la gérance, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération d'apports en industrie. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Elles sont attribuées à titre personnel et ne peuvent être cédées. En cas de décès de leur titulaire ou en cas de cessation par celui-ci de ses prestations, elles sont annulées.

En cas d'augmentation de capital, le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

Tout défaut de paiement des sommes dues sur le montant non libéré des parts sociales entraîne de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du Tribunal statuant en référé, soit d'enjoindre sous astreinte à la gérance de procéder à des appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 14 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter, conformément aux dispositions de l'article 1844 du Code civil.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 15 -CESSION - TRANSMISSION - LOCATION DES PARTS SOCIALES

15.1 - CESSION ENTRE VIFS.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés et quel que soit leur degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, sauf si le cédant renonce à la cession de ses parts, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les frais d'expertise sont à la charge de la Société.

A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société

par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

15.2 - REVENDICATION PAR LE CONJOINT DE LA QUALITE D'ASSOCIE.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il devra être agréé selon les conditions prévues ci-dessus pour les cessions de parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

15.3 - TRANSMISSION PAR DECES.

En cas de décès d'un associé, la Société continue avec les associés survivants. L'héritier a droit à la valeur des droits sociaux de son auteur.

La valeur des droits sociaux est déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

15.4. DISSOLUTION DE COMMUNAUTE OU DE PACS DU VIVANT DE L'ASSOCIE.

En cas de liquidation de communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution de parts communes au conjoint qui ne possédait pas la qualité d'associé est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non associé.

En cas de dissolution d'un Pacs, la liquidation de parts indivises sera effectuée par application des dispositions des articles 515-6, alinéa 1 et 831 du Code civil, avec possibilité d'attribution préférentielle des parts à l'autre partenaire par voie de partage, à charge de soulte s'il y a lieu.

15.5 - LOCATION DES PARTS SOCIALES.

La location des parts sociales est interdite.

ARTICLE 16 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

ARTICLE 17 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les premiers gérants sont nommés par les associés dans un acte séparé aussitôt après la signature des statuts.

En cours de vie sociale, le ou les gérants sont nommés par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers en ont eu connaissance.

Dans les rapports entre associés, le gérant ou chacun des gérants a tous les pouvoirs nécessaires pour faire, dans l'intérêt de la société, tous actes de gestion, sauf le droit pour chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Le gérant peut mettre les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification par les associés statuant dans les conditions requises pour les décisions extraordinaires.

Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou en dehors d'eux, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. En outre, le gérant est révocable par le Président du Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Le gérant peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'informer chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décès ou le retrait du gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

En cas de cessation des fonctions du gérant pour quelque cause que ce soit, la mention de son nom dans les statuts peut être supprimée à la majorité simple des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leur mission dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 19 - CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés ;
- le nom des gérants ou associés intéressés ;
- la nature et l'objet desdites conventions ;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES

20.1 - En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

20.2 - Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

L'assemblée ne peut se tenir avant l'expiration du délai de communication aux associés des documents prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

En cas de décès du gérant unique, le Commissaire aux Comptes ou tout associé convoque l'assemblée des associés à seule fin de procéder à son remplacement, dans les formes et délais prévus par les dispositions réglementaires.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la

convocation. Toutefois, lorsque l'assemblée est convoquée, en raison du décès du gérant unique, par le Commissaire aux Comptes ou un associé, le délai est réduit à huit jours.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé ou en cas de décès de l'associé-gérant unique, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance. S'il n'a pas été établi de feuille de présence, le procès-verbal doit être signé par tous les associés présents et par les mandataires des associés représentés.

20.3 - En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu. Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

20.4 - Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

ARTICLE 22 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile,

- à la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,

- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

Pour toutes les autres modifications statutaires, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

ARTICLE 23 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le **1er janvier** et finit le **31 décembre.**

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le **31 décembre 2013.**

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

ARTICLE 25 -AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 26 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 27 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 28 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois, la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 €.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 29 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme, sauf prorogation, en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par décision collective extraordinaire des associés.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme à la majorité des parts sociales un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé

unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

Conformément aux dispositions de l'article R. 210-5 du Code de commerce, cet état sera annexé aux statuts, dont la signature emportera reprise des engagements par la Société dès que celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.